

Brésil

Manifeste : Dix années d'occupation de l'usine Flaskô

Le 12 juin 2003, nous, les travailleurs de Flaskô, avons décidé de prendre notre avenir en main, nous avons décidé de changer le destin que le capitalisme et les patrons nous imposent. Nous avons décidé de récupérer l'usine et de la mettre sous contrôle ouvrier. Pendant dix ans, nous avons lutté en défendant le mot d'ordre d' « usine en faillite, usine occupée » et l'usine occupée aurait dû être nationalisée et mise sous le contrôle des travailleurs.

La force, qui nous a portée, était la même que celle qui, tout au long de notre vie, nous a fait transpirer du lever au coucher du soleil pour vendre notre force de travail et faire tourner les machines du capitalisme pour recevoir un salaire pour nous nourrir, vivre et élever nos enfants. Mais plus que cela, la force qui nous a portée se justifiait par le besoin d'en finir avec l'horreur que nous avons vécue à l'image de l'ensemble de notre classe.

Mais, le 12 juin 2003, notre force a également été renforcée par la certitude qu'une période devait s'achever. La période au cours de laquelle tout a été uniquement organisé dans l'intérêt des patrons. Cet espoir fut la victoire de Lula en tant que président, notre courage fut décuplé pour affronter le capital. Nous étions plus de trois cents à participer à l'assemblée ce jour-là. Nous constituions une force qui pouvait modifier les rails de l'histoire.

C'est pour cela que nous avons décidé de tout reconstruire. Ainsi, nous avons occupé l'usine et nous nous sommes prononcés pour garantir le droit au travail, notre principale forme de dignité. Il n'y avait qu'un seul chemin, celui consistant à renforcer la lutte pour prendre les usines aux patrons, les réorganiser dans l'intérêt de notre classe et plus globalement de l'humanité : la vie et la solidarité entre les travailleurs, une vie sans exploitation. Dès lors, nous avons organisé une nouvelle usine pour travailler. Nous nous sommes unis avec les Sans-Terre pour lutter pour la réforme agraire et la fin du *latifundio*. Nous avons crié : "quand la campagne et la ville s'uniront, la bourgeoisie ne pourra pas résister."

De même, nous nous sommes solidarisés avec les travailleurs exploités en impulsant la lutte pour le logement. Nous avons décidé de commencer à allier la conviction et l'action sur le terrain du patron qui, pendant des décennies, a saigné notre vie. Nous avons récupéré le terrain et nous avons construit la Ville ouvrière où vivent aujourd'hui 564 familles. Nous avons également impulsé le projet de l'Usine de la Culture et du Sport, en réalisant des centaines d'activités, impliquant l'ensemble de la communauté, des enfants, des jeunes et des adultes, en garantissant l'accès à la culture, aux loisirs, etc.

En cela, à chaque étape franchie, nous avons contribué à créer un meilleur cru que celui de nos ennemis : les patrons et leurs représentants dans les gouvernements, y compris au sein du gouvernement Lula. Quand la campagne de soutien au gouvernement vénézuélien s'est développée, la FIESP (Fédération des industries de Sao Paulo) s'est levée contre nous, en convoquant les entrepreneurs pour qu'ils se mobilisent contre notre lutte. Quand nous avons entrepris le travail d'articulation des

usines récupérées en Amérique latine, l'OMC est intervenue et a essayé d'empêcher l'avancée de cette unité.

En 2007, l'Etat a décidé de nous attaquer. Plus de 150 policiers fédéraux ont pris possession des deux entreprises occupées Cipla et Interfibra à Santa Catarina, en expulsant les travailleurs pour y imposer un dirigeant réactionnaire chargé de remettre en cause les conquêtes sociales, légales et humaines que cinq années de contrôle ouvrier avaient garanties. Ils ont montré leur inquiétude quand ils ont déclaré expressément lors du procès : "imaginez que la mode se répande".

Pourtant, ils n'ont pas hésité à utiliser la tactique de la criminalisation, en déployant une campagne de calomnies et en tentant de délégitimer l'ensemble de la classe ouvrière. Évidemment, ils ont utilisé le monopole des moyens de communication pour parvenir à leurs fins. Le magazine Veja a même affirmé que nous étions le "MST des usines." Très bien, c'est pour nous une fierté !

Cependant, nous, les travailleurs les plus courageux de Flaskô, avons décidé de résister. Et avec la force et la solidarité que nous avons reçues de l'ensemble du Brésil et du monde entier en unissant la plupart des centrales syndicales et plusieurs partis politiques dans un large spectre, dans le but de constituer un front unique, nous avons agi à chaque étape dans une dynamique de lutte des classes. Si d'un côté, nous ne pouvions jamais garantir combien de temps nous durerions, en raison de l'instabilité quotidienne, nous avions la certitude que nous gagnerions. Parce que nous savions que nous devrions seulement perdre nos courants et croire en la victoire.

Aujourd'hui, dix ans se sont écoulés. Deux gouvernements de Lula sont passés. Et la moindre avancée vers le socialisme que nous pouvions espérer avec ce gouvernement s'est envolée. Le premier gouvernement Lula a refusé d'apporter une solution, malgré les diverses propositions qui lui ont été présentées, de la revendication de la nationalisation sous contrôle ouvrier à la proposition que le BNDES (Banque nationale de développement économique et social) a présenté. Lula disait que la ligne n'était pas "dans le menu". Mais nous constaté que le menu des travailleurs différait sensiblement de celui des grands capitalistes, puisque la même étude du BNDES a été utilisée pour le gouvernement pour ce qui est d'Aracruz Celulose, JBS FriBoi, le Groupe Votorantim, etc. Le deuxième gouvernement a décidé d'attaquer notre mouvement en le criminalisant et en poussant la lutte des usines occupées à l'asphyxie.

L'actuel gouvernement de Dilma veille à empêcher l'adoption des projets de lois que nous avons présentés au Sénat. Comme nous l'avons déjà fait savoir, deux projets se distinguent : l'expropriation de l'usine transformée en propriété sociale contrôlée par les travailleurs et l'autre projet stipule que chaque usine abandonnée puisse être expropriée et transmise aux travailleurs pour une gestion démocratique.

Pour cela, depuis dix ans, nous sommes passés à l'offensive à plusieurs reprises. Nous avons renforcé la pression sur le gouvernement Dilma - PT et sur le Sénat Fédéral, pour qu'ils approuvent immédiatement la déclaration d'intérêt social d'expropriation de Flaskô. Il s'agirait d'une décision politique permettant d'accorder un outil efficace pour la lutte ouvrière.

Et nous avons la certitude que nous pouvons gagner parce qu'il ne s'agit pas uniquement d'une usine résistant au capitalisme, mais d'une usine occupée résistant pour la défense des bases historiques de la classe ouvrière vers le socialisme. C'est ce que l'on peut observer lors de cette rencontre aujourd'hui, où s'exprime, une grande démonstration d'unité de classe, avec plusieurs délégations internationales, diverses organisations populaires (de la campagne et de la ville), des dizaines de syndicats et des délégations d'étudiants.

L'importance croissante d'une conjoncture tout à fait intéressante, de crise du capitalisme, de montée des masses, de ré-articulation des mouvements sociaux dans le monde entier, qui de plus, touche maintenant plus directement le Brésil. La bourgeoisie devra réprimer, criminaliser mais les contradictions seront de plus en plus fortes et exprimeront le besoin de construction d'une autre société, qui ne sera plus fondée sur l'exploitation de la force de travail.

Nous savons qu'il n'y a pas de socialisme dans un seul pays et qu'il ne survivra encore moins dans une seule usine occupée. Pour cela, comme nous l'avons démontré au cours de ces dix ans, seule l'unité de classe, au-delà des frontières nationales, permettra une sortie réelle pour la lutte de la classe ouvrière vers la transformation de cette société.

Ainsi, la lutte continuera et nous avons besoin de toute la solidarité de classe qui s'est exprimée avec Flaskô jusqu'à aujourd'hui. Dans ce sens, nous avons convoqué tous ceux qui sont engagés dans la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation, pour unifier nos luttes et nos batailles dans la prochaine période. Nous lançons immédiatement l'invitation pour la Caravane à Brasília le 23 octobre 2013, pour la convocation d'une audience publique où nous discuterons des projets de loi renvoyés et des perspectives pour les usines occupées et la garantie des conquêtes sociales de la classe ouvrière.

Vive les dix ans d'occupation de l'Usine Flaskô!
Vive la solidarité internationale de la classe ouvrière!
Sumaré / SP, Brésil, le 15 juin 2013.

Tous les travailleurs de Flaskô et toutes les organisations présentes à cette rencontre ont approuvé unanimement cette lettre.

Plus d'informations sur : www.fabricasocupadas.org.br
<http://www.fabricasocupadas.org.br/site/index.php/manifesto>

Traduction Richard Neuville

Manifesto 10 Anos de Fábrica Ocupada Flaskô

Em 12 de junho de 2003, nós, trabalhadores da Flaskô, decidimos tomar nosso presente em nossas mãos, decidimos alterar o destino que o capitalismo e os patrões nos empunham. Nós decidimos tomar a fábrica e coloca-la sob o controle

dos próprios trabalhadores. Marchamos nestes dez anos defendendo a palavra de ordem "Fábrica quebrada é fábrica ocupada, e fábrica ocupada deve ser estatizada e colocada sob controle dos trabalhadores".

A força que nos moveu foi a mesma que nos fez suar de sol a sol, durante nossa vida, vendendo nossa energia para rodar as máquinas do capitalismo e com isso receber um salário para comer, morar e criar nossas crianças. Mais do que isso, a força que nos moveu foi a necessidade de acabar com o horror que vivíamos e também o conjunto de nossa classe.

Porém, em 12 de junho de 2003, nossa força estava animada também com a certeza de que um período havia que se esgotar. O período em que tudo estava organizado somente para o interesse dos patrões. Foi esta esperança, que, naquele momento, se materializava a vitória de Lula. Tendo ele como presidente, nos dava uma coragem ainda maior para irmos em frente. Éramos mais de trezentos que participavam da assembleia que realizamos naquele dia. Éramos uma força que havia tirado os trilhos da história do seu caminho.

E por isso decidimos reconstruir tudo. Assim, ocupamos a fábrica e nos articulamos para garantir o direito ao trabalho, nossa principal forma de dignidade. Para tanto, só havia um caminho, avançar para tomar as fábricas dos patrões, reorganizá-las de acordo com os interesses de nossa classe, de acordo com os interesses mais gerais da humanidade - a vida e a solidariedade entre os próprios trabalhadores, uma vida sem exploração. Organizamos, a partir daí, uma nova fábrica para se trabalhar. Nos unimos aos sem terra para lutar por reforma agrária e o pelo fim do latifúndio. Gritamos: "Quando o campo e a cidade se unir a burguesia não vai resistir".

Da mesma forma, nos solidarizamos com todo o povo trabalhador explorado, impulsionando a luta pela moradia. Decidimos começar a unir convicção e ação a partir do terreno do patrão que durante décadas sugou nossa vida. Tomamos o terreno, e construímos a Vila Operária, onde vivem hoje 564 famílias. Assim como impulsionamos o projeto Fábrica de Cultura e Esporte, com centenas de atividades realizadas, envolvendo o conjunto da comunidade, com crianças, jovens e adultos, garantindo acesso à cultura, lazer, etc.

Justamente por isso, a cada passo que avançamos, um estalo maior vinha de nossos inimigos – os patrões e seus representantes nos governos, inclusive no governo Lula. Quando avançava a campanha em apoio ao governo Venezuelano, a FIESP se levantou contra nós, convocando os empresários a se mobilizarem contra nossa luta. Quando iniciamos o trabalho de articular as fábricas tomadas na América Latina, a OMC entrevistou e tentou impedir que esta unidade avançasse.

Em 2007 eles decidiram nos atacar. Mais de 150 policiais federais tomaram a Cipla e Interfibra, ambas então ocupadas em Santa Catarina, expulsando os trabalhadores e empossando um interventor reacionário para realizar os ataques contra as conquistas sociais, legais e humanas que 5 anos de controle operário havia garantido. É por isso que disseram expressamente na sentença judicial o que realmente eles tem medo: "Imagine se a moda pega?".

Para tanto, contaram com a tática da criminalização, com uma campanha de calúnias e tentativas de nos deslegitimar perante o conjunto da classe trabalhadora. Obviamente, usaram o monopólio dos meios de comunicação para seus objetivos. A revista Veja afirmou que somos "o MST das fábricas". Ótimo, é um orgulho!

Porém, nós, poucos, mas valentes trabalhadores da Flaskô, decidimos resistir. E com a força e a solidariedade que recebemos de todo o Brasil e do Mundo, unindo as centrais sindicais as mais diversas, os partidos políticos num amplo espectro, sempre sob a perspectiva de frente única, compreendendo cada passo a ser dado diante da dinâmica da luta de classes. Se por um lado nunca podíamos garantir quanto tempo duraríamos, por conta da cotidiana instabilidade, é certo que tínhamos a certeza que ganharíamos. Porque sabemos que só teríamos a perder nossas correntes e ganhar uma esperança de vitória.

Hoje completamos 10 anos. Passaram-se os dois governos de Lula. E qualquer sombra de caminhar ao socialismo que poderíamos pensar existir nesse governo se esvaiu no ar. O primeiro governo Lula se recusou a encontrar uma solução, mesmo diante das diversas propostas que apresentamos, por meio da reivindicação da estatização sob controle operário, ou mesmo diante da proposta que o BNDES apresentou. Lula dizia que essa pauta não "estava no cardápio". Mas vimos que o cardápio para os trabalhadores, de fato, era diferente dos grandes capitalistas, já que o mesmo estudo do BNDES foi usado para ação do governo em relação à Aracruz Celulose, JBS FriBoi, Grupo Votorantim, etc. O segundo governo decidiu atacar nosso movimento, sujando suas mãos ao criminalizar a luta dos trabalhadores, e empurrar a luta das fábricas ocupadas para morrer enfraquecida.

O governo Dilma até o momento trabalha para impedir que os projetos de leis que apresentamos no Senado prosperem. Como já demos publicidade e conhecimento, ressalta-se que são dois projetos: um desapropria a fábrica transformando em propriedade social controlada pelos trabalhadores e outro projeto permite que toda fábrica abandonada ou falida seja desapropriada e repassada aos trabalhadores para uma gestão democrática.

Por isso, nestes dez anos decidimos, mais uma vez, ir à ofensiva. Decidimos retomar com força a pressão sobre o governo Dilma/PT, e sobre o Senado Federal, para que aprovem imediatamente a declaração de interesse social para fins de desapropriação da Flaskô. Trata-se de uma decisão política, proporcionando um instrumento efetivo para a luta operária.

E temos a certeza que podemos ganhar porque não se trata de apenas uma fábrica resistindo contra o capitalismo, mas uma fábrica ocupada, resistindo na defesa das pautas históricas da classe trabalhadora em direção ao socialismo. É o que podemos ver no encontro de hoje, onde estão presentes, em grande demonstração de unidade de classe, várias representações internacionais, diversas organizações populares (do campo e da cidade), dezenas de sindicatos e representações estudantis.

A importância é ainda maior diante de uma conjuntura bastante interessante, de crise do capitalismo, ascenso das massas, rearticulação dos movimentos sociais em todo o mundo, inclusive, agora, chegando mais diretamente no Brasil. A burguesia precisará reprimir, criminalizar, mas as contradições ficarão cada vez mais

evidentes, e somente deixará mais evidente a necessidade de construção de outra sociedade, não mais fundada na exploração da força de trabalho.

Sabemos que não há socialismo num só país, muito menos sobreviverá somente uma fábrica ocupada, isoladamente. Por isso, como demonstramos nesses 10 anos, somente a unidade de classe, inclusive para além das fronteiras nacionais, poderá dar uma saída real para a luta da classe trabalhadora em direção à transformação dessa sociedade.

Assim, a luta continuará, e precisamos de toda a solidariedade de classe que fez com que a Flaskô ficasse aberta até hoje. Nesse sentido, convocamos todos aqueles comprometidos com a luta da classe trabalhadora por sua emancipação, para que se junte conosco nas lutas e batalhas que serão travadas no próximo período, convidando, desde já, para a Caravana à Brasília em 23 de outubro de 2013, para realização de uma Audiência Pública onde discutiremos os referidos projetos de lei e as perspectivas para as fábricas ocupadas e a garantia das conquistas sociais da classe trabalhadora.

Viva os 10 anos da Fábrica Ocupada Flaskô!

Viva a solidariedade internacional da classe trabalhadora!

Sumaré/SP, Brasil, 15 de junho de 2013.

Assinam essa carta, todos os trabalhadores da Flaskô e todas as entidades e organizações presentes neste encontro, aprovada por unanimidade
Maiores informações veja em www.fabricasocupadas.org.br